

**Direction de l'environnement
Et du développement durable**

Bureau des installations classées

Affaire suivie par Sylvie INGOLD

☎ 03.87.34.88.98

☎ 03.87.34.85.15

✉ sylvie.ingold@moselle.pref.gouv.fr

Arrêté

**n° 2007-DEDD/IC-105
du 13 avril 2007.**

**imposant à la société TOTAL
Petrochemicals France des
prescriptions complémentaires dans le
cadre de l'arrêt de l'exploitation de
l'atelier de fabrication de
benzol/cyclohexane sis sur la plate-
forme pétrochimique de
CARLING/SAINT-AVOLD.**

**LE PREFET DE LA REGION LORRAINE
PREFET DE LA ZONE DE DEFENSE EST
PREFET DE LA MOSELLE
CHEVALIER DE LA LEGION D'HONNEUR**

Vu le livre V du code de l'environnement et notamment l'article L.512-7 ;

Vu le décret n°77-1133 du 21 septembre 1977 modifié et plus particulièrement ses articles 18, 34-1 et 34-5 ;

Vu le mémoire en référence à l'article 34-1 du décret n°77-1133 du 21 septembre 1977 modifié de la Société TOTAL PETROCHEMICALS FRANCE en date du 17 septembre 2004 ;

Considérant que l'atelier Benzols/cyclohexane traitait environ 290 tonnes par jour de benzol, mélange contenant de 45 à 75% de benzène ;

Considérant que les résultats du suivi de la qualité des eaux souterraines au droit du site, notamment au niveau de piézomètre identifié PZ1, montrent une forte concentration en hydrocarbures monocycliques aromatiques (BTEX) et plus particulièrement en benzène ;

Considérant qu'il existe à la limite de propriété de TPF avec la société Cokes de Carling, une « nappe perchée » fortement chargée en benzène (150 mg/l) qui contribue au relargage de polluant dans la nappe des grès du trias inférieur ;

Considérant le courrier TPF/CLG/QHSEI/MH/LT/L239/2005 du 6 décembre 2005 accompagnant les résultats du suivi de la qualité des eaux souterraines et par lequel l'exploitant précise que «les études hydrogéologiques menées sur le site par ANTEA ont montré que le rabattement de la nappe, créé et maintenu en place par les pompages SEE, prévient la migration des eaux du secteur vers l'extérieur de la plate-forme. Les eaux étant utilisées sur la plate-forme dans les procédés.» ;

Considérant que des analyses réalisées sur les eaux souterraines des forages exploités par la SEE, situés en dehors des limites de propriété, mettent en évidence des concentrations en benzène de l'ordre de 11 000 µg/l sur le forage 231 (à titre indicatif, la valeur limite de potabilité est fixée à 1 µg/l) ;

Considérant que l'exploitant ne dispose pas de moyens de maîtrise de la pollution en benzène, le « piège hydraulique » étant géré par la SEE ;

Considérant que les pressions exercées sur les différents captages exploités par la SEE peuvent varier et que cette variation peut compromettre l'efficacité du piège hydraulique ;

Considérant qu'il appartient à l'exploitant de mettre en œuvre les moyens permettant de garantir la protection des intérêts visés à l'article L511-1 du Code de l'Environnement ;

Considérant qu'il est alors nécessaire de déterminer l'étendue de la pollution dans les différentes voies de transfert ;

Considérant qu'il convient d'examiner dès à présent les solutions pour confiner et traiter la pollution de benzène ;

Vu l'avis du Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Technologiques en date du 22 février 2007 ;

Sur proposition du Secrétaire Général de la Préfecture de la Moselle ;

Arrête :

Article 1^{er} – Diagnostic approfondi et évaluation détaillée des risques

Dans le cadre de l'arrêt de l'exploitation de son atelier de fabrication de benzol/cyclohexane à Saint-Avold, la Société TPF est tenue de réaliser les études et travaux suivants.

1.1. Diagnostic approfondi

L'exploitant réalise un diagnostic approfondi qui comporte :

- l'identification et la caractérisation des sources de pollutions,
- la mesure de l'extension de la pollution dans les milieux de transfert et d'exposition (air, eau, sol, voire aussi s'il y a lieu d'être, faune, flore ou bâtiment – les rejets atmosphériques du benzène capté dans les forages devront notamment être évalués),
- la compréhension des mécanismes de transfert des polluants vers et dans ces milieux,
- la collecte des données en relation avec l'évaluation des impacts directs, indirects, voire cumulatifs.

L'exploitant détermine l'étendue de la pollution des eaux souterraines pour les paramètres qui dépassent, du fait de l'exploitation de ses installations, les valeurs de potabilité dans les eaux à l'extérieur des limites de propriété. En particulier, le diagnostic approfondi comporte les courbes d'isoconcentration du benzène.

Ces éléments sont transmis à l'Inspection des Installations Classées avant le 15 mai 2007 à l'exception des courbes d'isoconcentration citées ci-avant qui sont transmises à l'Inspection des Installations Classées avant le 15 juin 2007.

1.2. Etude détaillée des risques

L'exploitant réalise une étude détaillée des risques pour la voie de transfert « sol » qui se compose notamment des éléments suivants :

- l'identification du potentiel dangereux et des dangers,
- l'évaluation du rapport dose – réponse,
- l'évaluation de l'exposition,
- la caractérisation des risques.

Cette étude est menée en retenant un usage industriel des terrains d'emprise de l'atelier de fabrication de benzol/cyclohexane.

Les incertitudes sont évaluées et les résultats interprétés.

Cette étude est transmise à l'Inspection des Installations Classées avant le 15 septembre 2007.

1.3. Etude sur les traitements à mettre en œuvre

L'exploitant réalise une étude destinée à déterminer les dispositifs à mettre en œuvre pour confiner et traiter la pollution des eaux souterraines en benzène. Si plusieurs traitements sont envisageables, ce volet de l'étude devra comparer :

- leur efficacité, portant notamment sur :
 - la durée de dépollution, avec un objectif inférieur à 20 ans ;
 - l'atteinte d'une pollution résiduelle de la nappe aussi faible que possible et devant autant que faire se peut, s'approcher des critères de potabilité de l'eau à l'extérieur des limites de propriété des industriels faisant l'objet d'une demande de dépollution pour le benzène (en l'occurrence, TPF et Cokes de Carling) ;
- leurs avantages et inconvénients (dont impact des rejets dans l'air et dans l'eau) ;
- leur coût ;
- les délais nécessaires à leur mise en œuvre ;

et justifier la solution proposée sans préjudice des dispositions qui seront finalement retenues en accord avec l'Inspection des Installations Classées.

Cette étude est transmise à l'Inspection des Installations Classées avant le 15 septembre 2007.

Article 2 –

En tout état de cause, les travaux de mise en œuvre des solutions retenues citées ci-avant devront débuter avant le 31 décembre 2007.

Article 3 - Infractions aux dispositions de l'arrêté

Faute par l'exploitant de se conformer aux prescriptions du présent arrêté, il sera fait application des sanctions administratives prévues à l'article L.514-1. du Code de l'Environnement, indépendamment des sanctions pénales qui pourraient être exercées par les tribunaux compétents.

Article 4 - Informations des tiers

En vue de l'information des tiers :

1°) une copie du présent arrêté sera déposée à la mairie de SAINT-AVOLD et pourra y être consultée par tout intéressé ;

2°) un extrait de cet arrêté énumérant notamment les prescriptions auxquelles l'installation est soumise, sera affiché à la mairie pendant une durée minimum d'un mois ;

Procès-verbal de l'accomplissement de ces formalités sera dressé par les soins du maire.

Le même extrait sera affiché en permanence, de façon visible, dans l'installation, par les soins de l'exploitant.

3°) un avis sera inséré par les soins du Préfet et aux frais de l'exploitant dans deux journaux diffusés dans tout le département.

Article 5 - Droits des tiers

Les droits des tiers sont et demeurent préservés par la présente décision afin qu'ils puissent faire valoir devant les tribunaux compétents dans un délai de 4 ans à compter de la publication ou de l'affichage du présent arrêté toute demande en indemnité en raison du dommage qu'ils prétendraient leur être occasionné par l'établissement autorisé.

Article 6 - Exécution de l'arrêté

Le Secrétaire Général de la Préfecture de la MOSELLE,
Le Sous-Préfet de FORBACH,
Le Maire de SAINT-AVOLD,
Les inspecteurs des installations classées,
Et tous agents de la force publique, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Tout recours à l'encontre du présent arrêté pourra être porté, par le demandeur ou l'exploitant, devant le tribunal administratif de STRASBOURG dans un délai de deux mois suivant sa notification et selon les dispositions précisées à l'article L 514-6 du titre 1^{er} du livre V du Code de l'environnement. Dans ce même délai un recours gracieux peut être présenté à l'auteur de la décision. Dans ce cas, le recours contentieux pourra alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse (le silence gardé pendant les deux mois suivant le recours gracieux emporte le rejet de cette demande).

Le Préfet,
Pour le Préfet,
Le Secrétaire Général

Signé : Bernard GONZALEZ